

COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



MINDE Henry (dir.), Harald GASKI, Svein JENTOFT et Georges MIDRÉ (coll.), 2008, *Indigenous Peoples: Self-Determination, Knowledge, Indigeneity*. Delft, Eburon Academic Publishers, 384 p. (Sabine Kradolfer)

La majeure partie des chapitres qui forment cet ouvrage collectif, qui s'intéresse à l'impact des processus de mondialisation sur les peuples autochtones, sont issus d'un atelier intitulé *The Challenge of Indigeness: Politics of Rights, Resources and Knowledge*, organisé à Tromsø (Norvège) en octobre 2005. À ces textes sont venus s'en ajouter d'autres, qui avaient été présentés dans le cadre d'activités scientifiques similaires, ou qui ont été directement commandés auprès de leurs auteurs. Malgré ces provenances multiples, il faut saluer le travail réalisé par les éditeurs qui ont su donner une réelle cohérence à cet ouvrage, rendant à la fois compte de processus globaux (émergence de réseaux autochtones mondialisés, décisions prises à l'ONU concernant les peuples autochtones, etc.) et de la diversité des situations locales.

La vingtaine de textes qui composent cette publication sont répartis en trois sections thématiques qui sont précédées d'une introduction rédigée par le directeur de l'ouvrage et ses collaborateurs. Ils y présentent la problématique générale et les trois parties et y résument les différents chapitres, de manière à guider les lecteurs et lectrices dans leurs choix puisque chaque texte peut être lu indépendamment. Certains d'entre eux sont plus théoriques ou d'une portée plus générale (comme par exemple ceux de Jonathan Friedman: «Indigeneity: Anthropological Note on a Historical Variable»; Henry Minde: «The Destination and the Journey: Indigenous Peoples and the United Nation from the 1960s through 1985»; Jarle Weigård: «Is there a Special Justification for Indigenous Rights?»; Nils Oskal: «The Question of Methodology in Indigenous Research. A Philosophical Exposition») et servent ainsi de cadre aux autres chapitres qui portent sur des situations particulières ou des études de cas. Tous les textes contextualisent les situations locales qui sont présentées, tout en les inscrivant dans les processus plus larges de transnationalisation des mouvements autochtones de la fin du XX^e siècle, articulant ainsi les niveaux local, national, régional et international. Cela permet à leurs auteurs de mettre en évidence autant les problèmes particuliers rencontrés par les différents peuples que les points communs qui les réunissent dans leurs luttes.

La première partie, intitulée «Indigenous Movements and their Opponents», qui occupe presque la moitié de l'ouvrage, est dédiée à l'analyse, du point de vue culturel et politique, de l'évolution des mobilisations autochtones entre 1970 et 2005. On y voit comment le mouvement autochtone global s'est développé et institutionnalisé tant en réaction à différentes politiques nationales qu'en fonction de l'intérêt que les instances onusiennes ont peu à peu commencé à lui porter. Les deux problématiques récurrentes dans cette partie de l'ouvrage sont la question de la définition des peuples autochtones (dont la controverse après la publication d'un article d'Adam Kuper en 2003 est emblématique) ainsi que la mise en place de droits collectifs, qui ne sont pas forcément cohérents avec le respect des droits individuels.

Cette question est reprise et développée dans la deuxième partie «Self-determination, Social Justice and Natural Resources» où les concepts des droits de l'Homme, de la justice sociale et de l'autodétermination sont discutés comme autant d'éléments qui se recoupent lorsqu'il est question des peuples autochtones. Les différents auteurs s'y interrogent en particulier quant aux justifications de l'élaboration d'un cadre légal spécifique aux peuples autochtones et différent de celui qui s'adresse aux autres minorités (migrants, Roms, etc.). L'accent est à nouveau mis, non seulement sur la compréhension philosophique de ces concepts, mais aussi sur leur ancrage dans des situations locales particulières. Finalement, la troisième partie «Politics of Knowledge» porte sur la question des savoirs autochtones ainsi que sur la place de ces «autres savoirs» porteurs d'épistémologies, de théories, de méthodologies et d'ontologies différentes au sein de la recherche académique. De plus, des questions éthiques liées à la recherche au sein des communautés autochtones sont abordées, entre autres: qui est autorisé à y conduire des recherches? Comment doivent-elles être menées? Quelle place doivent-elles laisser aux Autochtones eux-mêmes? Qui décide des problématiques de ces recherches?

Comme cet ouvrage est issu d'activités réalisées essentiellement à l'Université de Tromsø au nord de la Norvège, on ne s'étonnera pas du nombre de chapitres qui traitent du cas du peuple Sami. Mais malgré cet ancrage géographique marqué, le livre a le mérite de présenter nombre d'études de cas d'autres régions (trois Amériques, Australie, Océanie, Afrique) qui, ajoutées aux articles plus généraux et théoriques, brossent un tableau très intéressant de l'évolution et de la diversité des mobilisations autochtones. Ce tableau captivera tant les spécialistes du sujet, du fait du détail avec lequel sont présentés les différents cas, que toute personne intéressée par cette problématique en général.

Référence

KUPER A., 2003, «The Return of the Native», *Current Anthropology*, 44, 3: 389-402.

Sabine Kradolfer
AHCISP, Departament d'Antropologia Social i Cultural
Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra, Espagne